

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE A L'INAUGURATION DU SALON
DES ARTS MENAGERS ET DE LA FAMILLE.

(Lille, le 31 octobre 1981).

Mesdames et Messieurs,

Au cours de l'inauguration de ce Salon des Arts Ménagers et de la Famille, consacré, pour une grande part cette année à un salon de l'insolite, je pense Mesdames et Messieurs, qu'une chose au moins^{/ne} vous a paru ni insolite ni étonnante mais normale et habituelle. Je veux parler du plaisir que j'ai à présider aujourd'hui cette inauguration.

Car le Premier Ministre n'oublie jamais qu'il est Maire de Lille. Le Chef du Gouvernement de la France reste un nordiste.

C'est pourquoi j'ai tenu, très normalement et très simplement, à être aujourd'hui présent parmi vous.

Au terme de notre visite, il me semble que ce Salon pourrait s'intituler aussi "Salon de la vie quotidienne" et peut-être même simplement "Salon de la vie".

Parce qu'enfin l'insolite, la santé, l'école, cette grande Foire Commerciale, cette fête de la consommation qui nous environne, c'est un peu la vie quotidienne, les soucis, les espérances, les souhaits de chacune et de chacun qui sont ici rassemblés, dans ces conférences, ces expositions, ces allées commerçantes.

La santé, l'école, la consommation, trois sujets de préoccupation de tous, les Lillois, les nordistes comme tous les Français. Trois sujets de préoccupation pour le Maire de Lille, comme pour le Gouvernement tout entier.

Aujourd'hui comme à chaque fois que je suis dans ma ville et dans ma région, j'ai ressenti une fois de plus à quel point l'expérience d'élus locaux que j'ai vécus, que je vis ici, à quel point les attentes et les problèmes des

habitants de ma ville et de ma région étaient pour le Premier Ministre que je suis, un permanent enseignement et une permanente obligation.

Croyez-le, à chaque fois que je suis ici, je ressens plus encore s'il en était besoin, l'exigence et la nécessité du changement, l'urgence et la justesse de la politique que nous entreprenons.

I

Je pense d'abord à la santé.

Et je veux tout de suite rendre hommage à l'initiative du Comité Régional d'Education pour la Santé.

"La santé pour tous d'ici l'an 2000," le thème de la remarquable exposition que nous avons visitée est en soi tout un programme. Un bon programme. Puisqu'il s'agit, à tous les moments et dans tous les lieux de la vie quotidienne de permettre à tous et à chacun de participer à un combat essentiel: le combat contre l'inégalité la plus inacceptable, l'inégalité devant la santé.

Les élus locaux, le corps médical, les administrations compétentes, les syndicats y sont particulièrement sensibles dans ce Nord Pas-de-Calais où l'espérance moyenne de vie est inférieure de trois ans à la moyenne nationale!

premier lieu,

La réduction des inégalités de santé, elle est l'affaire, en premier lieu, d'une politique nationale de la santé.

Le Ministre de la Santé est venu récemment dans la région. Il a invité les élus régionaux à proposer un plan d'action d'urgence sanitaire et social pour les années 1982-1983. Je sais que ces propositions sont prêtes et qu'elles vont bientôt pouvoir servir de base à un contrat entre l'Etat et la région pour le développement sanitaire et social du Nord-Pas-de-Calais.

Dès le budget 1982, l'enveloppe des dépenses du Ministère de la Santé dans le Nord-Pas-de-Calais va faire l'objet d'une augmentation considérable.

../..

Ce ne sera que justice.

Et comme la santé n'est pas seulement affaire de guérison mais de prévention, vous savez que dans le budget 1982 du Ministère de la Santé - qui est en augmentation d'un tiers par rapport aux années précédentes - la priorité est accordée à la prévention dont les crédits font plus que doubler.

La protection de l'enfant de la naissance à la fin de la scolarité sera particulièrement développée : la surveillance de la grossesse et de l'accouchement sera améliorée, les moyens de la médecine scolaire renforcés. Et ~~que~~ l'effort portera en particulier sur les régions touchées davantage par le chômage ou dont l'encadrement sanitaire est inférieur à la moyenne nationale.

Des programmes régionaux de prévention sanitaire adaptés aux besoins seront mis en oeuvre. Notre région vous l'avez vu, donnera l'exemple et elle accueillera l'un des quatre observatoires régionaux de la santé chargés de regrouper les données statistiques permettant de mieux connaître l'état sanitaire régional.

Vous le voyez, la décentralisation concerne aussi la santé !

Un nouveau chapitre budgétaire est même prévu toujours en matière de prévention pour des actions spécifiques, en priorité la lutte contre l'alcoolisme.

Vous le voyez, le Gouvernement est à l'unisson des préoccupations qu'exprime le Comité Régional d'Education pour la Santé.

Dans ce développement de la prévention, dans cette lutte contre l'inégalité devant la santé, chacun comprend le rôle essentiel, décisif et irremplaçable des professions de santé.

A l'école, sur les lieux de travail. Mais aussi, et tout simplement, sur les lieux de la vie quotidienne.

Il y a là pour les médecins généralistes, pour la médecine libérale un champ d'action et de responsabilité formidable.

Il y a là pour les pharmaciens à travers toute la France un rôle de conseil et d'éducation sanitaire à jouer, pour eux qui sont au contact direct et permanent de la population.

Dans le combat pour la santé, ils sont, les uns et les autres, en première ligne. C'est dire qu'ils peuvent et qu'ils doivent contribuer de façon primordiale, à la maitrise des dépenses de santé. Car la qualité des soins, à laquelle ont droit tous nos concitoyens, a pour corollaire un bon usage de tous les soins.

Une politique de santé n'a pas pour seul objectif de mettre en oeuvre des moyens techniques, humains et financiers pour soigner la maladie; elle doit aussi, et elle devra de plus en plus, mettre en oeuvre tous les moyens techniques, humains et financiers pour éviter la maladie. Et chacun comprend que sur ce plan une vraie politique de la santé suppose une amélioration des conditions de vie, d'éducation, de travail, d'habitat. Bref la bonne santé des Français dépasse et de loin les compétences et les moyens du seul Ministère de la Santé!

Car c'est l'inégalité sociale qui explique en grande partie l'inégalité devant la santé.

II

Comme c'est l'inégalité sociale qui explique en grande partie l'inégalité scolaire.

Les chemins de l'école sont semés d'inégalités. L'exposition présentée par l'Académie de Lille, que je félicite, montre tous les efforts - et toutes les réalisations - mis en oeuvre, dans notre région pour donner, à tous les enfants de la région, toutes les chances de meilleure réussite possible.

Je rends hommage au travail du corps enseignant, et de tous ceux qui contribuent, dans le Nord-Pas-de-Calais, au bon fonctionnement et au développement de ce grand service public qu'est l'Education Nationale.

Je sais que dans la lutte contre l'inégalité, dans le développement de la démocratie, on attend beaucoup de l'école et des enseignants. Trop peut-être.

Car ni le dévouement et la compétence des enseignants, ni la multiplication et la diversification des enseignements, ne peuvent remédier, seuls et totalement, aux effets scolaires de l'inégalité sociale. L'échec scolaire traduit l'échec d'une société, plutôt que l'échec de l'école. Mais, quelles que soient leurs limites, tous les efforts de correction des inégalités à l'école et par l'école, doivent être accomplis. Je sais ce qui est fait en ce sens dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les zones d'éducation prioritaires, puisque dans l'Académie de Lille l'équivalent de 50 postes d'enseignants est consacré à multiplier les heures de soutien supplémentaires pour les enfants en difficulté, dans plus de 80 établissements.

Je ne sais d'ailleurs si, en ce domaine, la notion de zones géographiques est **vraiment** opératoire. Je sais que M. le Recteur a entamé une réflexion et des consultations pour affiner les critères de mise en oeuvre des heures de soutien. J'y vois, en effet, une condition de meilleure efficacité.

Mesdames et Messieurs, le pire échec de la société actuelle - surtout dans une région comme la nôtre vouée et dévouée au travail- est son incapacité à donner à tous les jeunes Français le travail et la responsabilité auxquels ils aspirent. Quelle pire injustice que le chômage ?

Dans la bataille de l'emploi, la formation professionnelle, l'enseignement technique et technologique, ont un rôle essentiel à jouer.

L'avenir industriel du Nord-Pas-de-Calais dépend en grande partie de la possibilité pour les industries nouvelles, de haut niveau technologique, de trouver sur place une main-d'oeuvre qualifiée, enthousiaste et dynamique.

L'école de la liberté, l'école de la responsabilité, c'est celle qui permettra à tous les jeunes de maîtriser un métier, et surtout de maîtriser les inévitables évolutions qui constitueront demain le cours d'une voie professionnelle.

L'école peut et doit préparer à la vie professionnelle. Mais ce ne sont ni les maîtres, ni les recteurs - ni d'ailleurs les gouvernements - qui créeront les emplois! Cela dépend des entrepreneurs.

Vous savez que le Gouvernement a pris dans ce domaine toutes les mesures possibles pour que les entreprises embauchent.

Je m'en vais l'expliquer à travers toute la France. L'enjeu des contrats solidarité-emploi, par le partage du travail, par la réduction de la durée du travail, par les départs en retraite volontaires, c'est de donner aux chômeurs - et donc aux jeunes qui représentent hélas plus de la moitié du nombre - c'est de donner aux 750 000 jeunes qui chaque année jusqu'en 1985 vont arriver sur le marché de l'emploi, la possibilité de mettre leur travail et leur ardeur au service de la croissance.

Dans les contrats solidarité-emploi, une large place est faite aux possibilités de formation des jeunes. Et tout l'appareil de formation professionnelle de l'Education Nationale sera utilisé au maximum.

Donner un emploi - et donc une formation - à tous les jeunes, c'est la clé de l'avenir. Et de l'équilibre de notre société.

III
Mesdames et Messieurs, nous sommes ici au milieu des monts et merveilles de la société de consommation,

que le Salon des Arts Ménagers expose et propose à tous.

Qui pense sérieusement qu'une société pourrait résister longtemps et sans troubles majeurs, aux frustrations et au désespoir d'une jeunesse soumise quotidiennement et directement aux séductions de la société marchande mais privée, faute de travail, du moyen d'y accéder ?

Je le dis très calmement mais avec force :
la société de chômage porte en elle-même, s'il n'y est pas remédié, la fin de l'économie de marché à laquelle nous sommes tous attachés. Personne ne peut le souhaiter. Le chemin de la liberté, il est donc d'abord celui du travail.

Imaginez simplement, Mesdames et Messieurs, qui représentez ici le monde du commerce, le monde des affaires et des entreprises : la fin du chômage, la relance, et bientôt le retour à la croissance économique, cela signifie des salaires versés, des achats effectués, des magasins qui vendent, des usines qui tournent !

Ici même, dans le Nord-Pas-de-Calais où la moyenne des salaires est basse, les mesures que le Gouvernement a pris dès Juillet en relevant les bas salaires, en relevant le SMIC, en augmentant les allocations familiales, le minimum vieillesse, se traduisent déjà, les dernières statistiques le montrent, par une reprise de la consommation.

Vous savez en économie, s'il y a parfois des mystères, il n'y a jamais de miracle : on dépense ce qu'on gagne. Et on le gagne en travaillant.

Tous les commerçants le savent : un chômeur de plus, c'est un client de moins.

Mesdames et Messieurs, dans cette Foire de Lille qui n'est qu'une immense tentation pour l'acheteur, je voudrais, pour terminer, dire quelques mots sur le rôle des consommateurs.

"Ici, le client est roi", dit-on parfois chez les commerçants. La république ne s'en offusquera pas ! Mais le gouvernement demande au client-roi d'être aussi un consommateur responsable.

Combien de fois n'ai-je pas entendu dire que les consommateurs français, et plus spécialement, les ménagères, ne savaient pas acheter. A en croire certains professionnels la hausse des prix ce serait finalement de leur faute. Entre la tomate à 5 F et celle à 8 F, tout le monde se précipiterait sur celle à 8 F. Alors pourquoi faire des efforts, pourquoi essayer de serrer les marges puisque les ménagères préfèrent les prix les plus chers ?

A ce discours quelque peu cynique, il faut ajouter celui que les pouvoirs publics ont tenu jusqu'à présent. Je le résumerai ainsi : "Consommateurs, faites jouer la concurrence, apprenez à acheter mieux, aidez nous à lutter contre la vie chère".

Eh bien aujourd'hui je dis que tout cela n'est pas sérieux. Bien sûr, toutes celles et tous ceux qui, chaque jour, font le marché ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre la vie chère, mais à une condition c'est que les pouvoirs publics prennent leurs propres responsabilités.

Peut-on, en effet, demander honnêtement à une femme ou à un homme qui travaille de faire le tour de tous les commerçants de son quartier avant de faire ses achats ?

.../...

Peut-on lui demander de comparer rationnellement qualité et prix avant de se décider ? Non, cela ne correspond pas aux réalités de la vie quotidienne. Et pour moi la première responsabilité des pouvoirs publics est de fournir aux consommateurs et à leurs associations les informations qui faciliteront et rationaliseront leur choix.

Je me suis souvent entretenu avec Catherine LALUMIERE, Ministre de la Consommation et Jacques DELORS, Ministre de l'Economie et des Finances de ce sujet. Ils sont en train de travailler sur les actions qui traduiront nos intentions dans la réalité.

Il est d'abord nécessaire de permettre à chacune et chacun d'entre vous de comparer facilement les différentes marques à l'intérieur d'un même magasin. Il y faut des mesures fort simples et qui auraient dû être prises depuis longtemps par nos prédécesseurs s'ils ne s'étaient contentés de bonnes paroles.

Prenez par exemple l'affichage des prix au litre et au kilo. C'est peu de chose en apparence et pourtant cette mesure a soulevé bien des résistances. Tout simplement parce qu'elle permet de déjouer toutes les astuces déployées par les spécialistes pour éviter justement que les acheteurs puissent comparer facilement les produits.

.../...

Dans le même esprit, le Ministre de la Consommation prépare une réforme des règles de l'étiquetage pour que l'on puisse voir rapidement et sûrement ce qui différencie telle marque de telle autre et que l'on puisse, en conséquence, apprécier les différences de prix.

Mais il faut voir plus loin. Il faut vous permettre de savoir si le magasin où vous vous trouvez présente des prix acceptables ou non. Là encore le Ministre de la Consommation en liaison avec celui de l'Economie et des Finances étudie la possibilité de réaliser un centre d'information sur les prix qui servirait de référence incontestable. C'est un gros travail qui se heurte à de nombreuses difficultés techniques. Mais nous le mènerons à bien parce que dire la vérité sur les prix c'est déjà lutter contre les comportements inflationnistes.

Enfin, je sais que chaque acheteur attend une meilleure information sur les produits, leurs qualités et aussi leurs défauts. Information, mais aussi garanties sérieuses. Je ne voudrais pas que le blocage des prix ou les accords de modération passés avec telle ou telle profession, s'accompagnent d'une réduction de la qualité. J'ai demandé qu'on y soit particulièrement attentif. C'est vrai pour les produits manufacturés. Mais c'est également vrai pour les produits alimentaires, les fruits ou les légumes.

.../...

Savoir quand acheter telle ou telle espèce, savoir quelles sont les meilleurs races, c'est tout à fait indispensable pour devenir un acheteur conscient.

Certaines associations de consommateurs diffusent déjà de telles informations. Mais aujourd'hui il faut voir plus grand. Il faut se servir des grands moyens d'informations, et je suis persuadé qu'on peut le faire sans pour autant être ennuyeux.

Alors si les consommateurs disposent d'informations sur les prix, d'informations sur les produits, je crois vraiment qu'ils joueront un rôle beaucoup plus actif dans la lutte contre l'inflation et que les Françaises et les Français deviendront plus qu'aujourd'hui des consommateurs sachant bien acheter. Je crois aussi que le comportement de bien des distributeurs changera. Car, voyez-vous, l'offre, la demande, la fixation des prix c'est aussi l'expression d'un rapport de forces. Plus les consommateurs seront informés, organisés et exigeants, moins les comportements inflationnistes se développeront.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, pour un Premier Ministre, toute occasion est un objet de réflexion ou de commentaire sur la politique du gouvernement. Mais tout ici m'y incitait.

Car les thèmes choisis par vous pour animer ce salon touchent de très près, j'en suis convaincu, les préoccupations du public. C'est la condition du succès, de l'affluence, de la réussite commerciale. Bien entendu. Mais c'est aussi le signe que les consommateurs et les curieux/^{que}vous accueillez ici sont aussi-et sont considérés par vous, Mesdames et Messieurs les organisateurs, Mesdames et Messieurs les participants, comme des citoyens qui ont le droit d'être éclairés et informés. Je tiens à vous redire que j'ai été très sensible à l'intérêt et à la qualité de ce qui m'a été montré. Je tenais en remercier tous ceux qui en n'ont été les réalisateurs et les initiateurs.

Je souhaite une fois de plus bonne chance et bon succès à une entreprise originale de la Foire de Lille, ce fidèle et ancien partenaire de la ville de Lille, cette permanente et toujours neuve illustration du dynamisme régional.